



Madame Joséphine KLEIN
Luxplan Bureau d'études

4, rue Albert Simon
L-5315 Crauthem

Luxembourg, le 24 février 2023

Objet : Prescription d'une opération de diagnostic archéologique dans le cadre du projet « Extension du tram Route d'Esch », sis Luxembourg et Leudelange, sections HoC de Gasperich et A de Leudelange, au lieu-dit « route d'Esch (N4).

Art. 5 point 1 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel

Référence : 0304-V/23.4661

Madame Klein,

En réponse à votre demande du 25 janvier 2023, et suite à l'évaluation des incidences des travaux planifiés sur le patrimoine archéologique, j'ai l'honneur de vous informer qu'une grande partie du tracé présente une haute potentialité archéologique.

En effet, le tracé projeté traverse de nombreux vestiges archéologiques de toutes périodes confondues, et longe également des sites classés en tant que monuments nationaux. Vu la profondeur des travaux projetés (1m60 de profondeur en moyenne, et 7m de profondeur ponctuellement), les travaux de réaménagement de la voirie risquent de détruire certains vestiges archéologiques.

Au vu de ces éléments et conformément à l'article 5 point 1 de la loi relative au patrimoine culturel, je prescris une opération de diagnostic archéologique à réaliser avant tous travaux de terrain.

Cette prescription concerne tout le tracé du projet (cf. plan en annexe).

Les endroits précis qui devront faire l'objet d'une opération de diagnostic archéologique, ainsi que le type d'opération archéologique à effectuer seront précisés dans un cahier des charges scientifiques et techniques établi par l'Institut national de recherches archéologiques, lorsque le tracé exact du projet, y compris la profondeur et la largeur des travaux projetés, seront définis. Ainsi, le maître d'ouvrage ou son bureau d'études en charge du projet, est prié de communiquer les plans précis au service du suivi archéologique de l'aménagement du territoire de l'INRA, dès que ces plans seront disponibles.



Pour information, conformément à l'article 6 de la loi relative au patrimoine culturel, les délais contractuels pour la réalisation du projet sont suspendus à partir de la réception de cette prescription et ce pendant toute la durée de la réalisation des opérations d'archéologie préventive. Il en est de même des délais contenus dans les autorisations individuelles délivrées pour le terrain concerné.

En cas de modification, veuillez soumettre les nouveaux documents du projet à l'INRA pour une réévaluation.

La présente prescription est émise au titre du patrimoine archéologique et ne préjuge pas de la réponse d'autres instituts culturels comme l'Institut national pour le patrimoine architectural, qui peuvent émettre des avis relatifs à leurs domaines de compétence.

Pour rappel, comme le projet susmentionné est **adossé à plusieurs sites classés comme monuments nationaux**, une autorisation du ministre de la culture doit être demandée conformément à l'article 30 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel.

Veuillez agréer, Madame Klein, l'expression de mes salutations distinguées.

Sam Tanson
Ministre de la Culture

Pièce jointe : plan du tracé du projet

Copie à : Administration communale de Luxembourg

